

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 09 MAI 2019**

JP/VA

**OBJET : 1.4. INVESTISSEMENTS – ASSAINISSEMENT COLLECTIF – DESSERTE HABITATS EXISTANTS**

---

L'an deux mille dix-neuf, le neuf du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Était excusé :

M. Jacques CHARRIÈRE, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 1.4. INVESTISSEMENTS – ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANTS**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Par délibération du 4 juillet 2018, le comité syndical a arrêté le projet de révision du schéma général d'assainissement avant enquête publique. Il a également statué sur un plan d'investissements 2018/2027 quant aux extensions de réseaux de collecte en direction d'habitats existants pour un montant global de 10.3 millions d'euros.

Pour l'année 2019, le bureau syndical a décidé la réalisation de travaux sur les communes de Labeaume (RD Peyroche, au titre de l'enjeu baignade et optimisation du système intercommunal), Balazuc (hameau de Servières, au titre de l'optimisation des unités traitement et enjeu baignade) et Laurac (quartier la Graillière, en raison des difficultés en ANC).

Afin de préparer l'année de travaux 2020, il est proposé de lancer dès à présent les études des programmes proposés par la commission travaux réunie en novembre 2018, à savoir :

Partie nord du territoire :

**Labégude** – quartier pont du Lautaret – au titre d'un habitat groupé (4 maisons) à proximité du réseau existant et du milieu naturel sensible (Mercoire) – 70 000 € HT.

**Pont de Labeaume** – quartier le Pont - au titre d'un habitat groupé (7 maisons) à proximité du milieu naturel sensible (Ardèche) – 130 000 € HT.

**Meyras** – quartier le Plot – au titre d'un habitat groupé (5 maisons + 1 complexe de gîtes) à proximité du réseau existant et de l'optimisation des unités traitement – 60 000 € HT.

Partie centre du territoire :

**Prunet** – quartier le Bourg - Le village - au titre de la desserte du centre bourg.

Le projet porte sur la création d'un système complet d'assainissement (station d'épuration et réseau de collecte) pour 43 habitations. Son coût est estimé à 700 000 € HT.

Partie sud du territoire :

**St André de Cruzières** – quartier Pierregras – au titre d'un habitat groupé (20 maisons) à proximité du réseau existant – 200 000 € HT, et poursuite vers le quartier « Clos du baron » au titre de l'urbanisme – lotissement de 7 lots (avec participation communale de 105 000 € HT) - 140 000 € HT.

Les projets établis par les maîtres d'œuvre serviront de base aux demandes de subventions, notamment dans le cadre du programme Pass Territoires 2020.

Systématiquement, le réseau d'eau potable fera l'objet d'une étude approfondie quant à la pertinence ou non de son renouvellement éventuel, notamment sur Prunet où, au vu de la largeur des rues et du matériau le constituant (fonte grise), le réseau d'eau potable pourrait être mis à mal par les travaux d'assainissement.

Les montants correspondants de maîtrise d'œuvre sont prévus au budget 2019, en opération 202 pour les travaux d'assainissement, et, le cas échéant, en opération 106 pour le renouvellement eau potable.

Les montants de travaux correspondants seront à inscrire au budget 2020 si les phases travaux sont confirmées.

S'agissant de territoires dispersés, il est proposé de procéder à des consultations distinctes.

Pour Prunet, s'agissant de travaux comprenant une station d'épuration, il n'est pas possible de faire appel à l'accord cadre. Aussi, il est proposé de lancer cette consultation de maîtrise d'œuvre en procédure adaptée. En matière de critères et pondération, les critères suivants sont proposés : appréhension du contexte et méthodologie proposée 30 % ; moyens humains et matériel affectés à l'opération 30 %, prix 40 %.

Pour les deux autres territoires, les mises en concurrence auront lieu à travers l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre.

Le bureau syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL